

Des actions locales pour protéger les communautés au Nigeria

Margee Ensign

Au Nigeria, des initiatives collaboratives et créatives ont contribué à protéger en grande partie les communautés locales de l'impact des violences perpétrées par Boko Haram. Malheureusement, lorsque les organismes internationaux sont arrivés, ils ont ignoré ces efforts.

Yola, notre ville, se trouve à la limite du désert du Sahara, où le vert se transforme en marron sur les cartes du continent. Située dans l'État d'Adamawa au nord-est du Nigeria, Yola est à la fois chrétienne et musulmane et se caractérise depuis très longtemps par sa tolérance. L'Université américaine du Nigeria (UAN) y a été établie il y a dix ans par Atiku Abubakar, un ancien vice-président du Nigeria qui a grandi dans cette région. Sa vision était de construire une université qui contribuerait à améliorer la vie des habitants de la région, dont les taux d'illettrisme, de chômage et de mortalité maternelle et infantile comptent parmi les plus élevés du monde.

L'initiative pour la paix Adamawa-UAN (IPA-UAN) est née au cours des grèves nationales de 2012 suite à la suppression des subventions aux carburants. Comme dans la plupart du pays, la situation est devenue tendue et instable dans la ville de Yola, habituellement tolérante. Au cours de pourparlers entre l'UAN et les dirigeants locaux, il a été décidé que l'un des meilleurs moyens de protéger notre communauté était de nous concentrer sur les jeunes et les femmes – ceux qui n'avaient aucune instruction, aucun revenu, souvent peu ou pas de famille et de faibles liens avec la société. Et l'une des décisions cruciales prises dès le départ voulait que ce soient les chefs locaux, qui connaissaient le mieux la communauté, qui identifient ces personnes et non pas l'Université. En revanche, c'est à nous, l'Université, que reviendrait ensuite la tâche de concevoir des programmes répondant à leurs besoins. Nous n'avions encore jamais envisagé que des programmes conçus pour alphabétiser les personnes et améliorer les revenus finiraient en fait par aider à protéger toute une ville.

Alors que la menace posée par le groupe islamiste extrémiste Boko Haram s'accroissait,¹ cette capacité à identifier et soutenir les personnes vulnérables, en particulier les jeunes hommes, a jeté les bases de la réussite de notre intervention et de nos efforts de protection communautaire. Au départ, nous ne voyions pas ces programmes spécifiquement comme des mesures de protection contre la violence mais plutôt comme des stratégies permettant de fournir une instruction,

des revenus et de l'espoir aux personnes. Toutefois, au fil du temps, alors que nous rencontrions des milliers de jeunes désabusés, il est devenu évident qu'ils se trouvaient dorénavant face à un choix binaire : rejoindre le programme IPA-UAN ou rejoindre Boko Haram.

« C'était Boko Haram ou vous : il n'y a rien d'autre pour nous. » (Un jeune homme de 18 ans à Yola, Nigeria)

Les premiers programmes étaient les projets « La paix par le sport », des formations à grande échelle aux technologies de l'information et de la communication (TIC) et des projets de génération de revenus pour les femmes. Cependant, en mars 2014, nous avons réalisé qu'il nous faudrait intensifier rapidement nos efforts et jouer un rôle de premier plan pour protéger notre communauté. En effet, ce mois-là, nous avons reçu une demande urgente de la part de l'émir de Mubi, une ville située au nord, de lui rendre visite et d'apporter de la nourriture et des vêtements. Une douzaine de membres de l'IPA ont pris la route en direction du nord pour aller à la rencontre de cet émir. « Passez dans la salle d'à côté, nous a-t-il dit, mais préparez-vous à être choqués. » Environ 500 femmes et filles se trouvaient dans la grande pièce voisine. Mais aucun homme et aucun garçon. Lorsque nous leur avons demandé où se trouvaient leurs maris et leurs fils, leur réponse nous a tous choqués : « nos fils ont été enlevés par Boko Haram et nos maris ont été brûlés vifs sous nos yeux ». La paix, la protection et l'expansion de nos programmes pour atteindre les jeunes vulnérables sont alors devenues nos obsessions. Mais que signifiait la protection dans notre environnement ?

L'Université avait déjà établi ses propres forces de sécurité. Après avoir initialement recruté près de 300 personnes, notre chef de la sécurité (un ancien Marine américain aujourd'hui professeur) a travaillé avec les membres de l'IPA pour identifier des adolescents et jeunes adultes « vulnérables » et les former au métier de garde. Cette initiative a eu pour double conséquence d'atténuer la vulnérabilité et d'accroître les revenus d'un grand nombre de personnes. De plus, ces agents de sécurité sont devenus un

octobre 2016

www.fmreview.org/fr/protection-communautaire

symbole visible de la protection au sein de la communauté, dont ils étaient également les yeux et les oreilles. Une initiative tout aussi importante a consisté à former les membres de l'IPA-UAN à l'autoprotection et, comme les musulmans et les chrétiens apprenaient ensemble, ces activités ont également permis de promouvoir la compréhension et les relations entre des groupes religieux qui savaient souvent bien peu l'un de l'autre. Cette initiative s'est poursuivie pendant trois ans, en dispensant des formations supplémentaires pendant les pics de violence et lorsque les vacances approchaient, afin que les citoyens formés puissent protéger les églises et les mosquées.

Soutien aux PDI

Peu de temps après notre retour de Mubi, les personnes déplacées de l'intérieur (PDI) ont commencé à arriver : d'abord quelques centaines, puis 5 000 et finalement 300 000, principalement des femmes et des enfants. Ils n'avaient rien à manger, pas de vêtements et nulle part où aller. Le chef Abdulmumini, l'un des membres de l'IPA-UAN, a alors déclaré qu'il les installerait sur ses terres si, de son côté, l'Université fournissait des semences et couvrirait les frais de scolarité. Nous avons alors levé des fonds destinés aux semences, aux denrées alimentaires et aux vêtements, et nous étions alors assez naïfs pour penser que le problème des personnes déplacées avait été résolu. Cependant, au cours des 12 mois suivants, des milliers de personnes supplémentaires ont déferlé à Yola. L'immense majorité d'entre elles (95 % selon nos données) ont fini par s'établir au sein de notre communauté, où elles avaient de la famille ou d'autres relations. Les 5 % restants, c'est-à-dire les personnes les plus désespérées qui ne disposaient pas de telles relations familiales, se sont établis dans des camps de PDI administrés par l'État.

En avril 2015, nous nourrissions 276 293 personnes chaque semaine. Près de 12 000 personnes participaient dorénavant à « La paix par le sport », environ 2 000 au projet de génération de revenus pour les femmes et jusqu'à 1 200 personnes à la formation aux TIC, qui était dispensée pendant toute cette période. En outre, deux conférences sur la paix ont été organisées avec des militants pacifistes issus d'États profondément touchés par les violences perpétrées par Boko Haram.

Après l'élection dans des conditions pacifiques du président Buhari en mai 2015 et d'un nouveau gouverneur pour notre État,

de nombreuses personnes déplacées ont alors confié qu'elles souhaitaient rentrer chez elles pour aller ensemercer leur champ avant que ne commence la saison des pluies. En mai 2015, le gouverneur a demandé à l'IPA-UAN de se rendre au nord, accompagné par un convoi de l'armée, pour vérifier si les personnes pouvaient rentrer chez elles en toute sécurité. Ce n'était pas le cas. Tout avait été dévasté. Presque toutes les infrastructures avaient été détruites et il n'y avait pas d'eau potable, ni de clinique, ni d'école. Les maisons étaient détruites et les champs étaient vides. Alors que nous circulions à travers la région, des personnes sortaient de la brousse pour venir remercier notre collègue, le chef de la sécurité, qui avait non seulement chapeauté la création de notre force de sécurité mais qui animait également un programme radiophonique hebdomadaire sur l'autoprotection (dans lequel il informait les auditeurs des déplacements de Boko Haram et leur suggérait où se cacher). Des centaines de personnes venaient donc le saluer et lui dire qu'il les avait aidées à rester en vie et hors de danger, ce qui nous a rappelé à quel point il est essentiel de transmettre des informations de base sur la sûreté et l'autoprotection aux populations menacées.

L'arrivée des organismes internationaux

Ensuite, ce sont les organismes internationaux qui ont commencé à arriver. Nos membres ont informé des dizaines d'entre eux de notre perspective de paix, de notre portée en termes de membres, de nos programmes et des enseignements que nous avions tirés. Cependant, les organismes nous ont largement ignorés. Au lieu de s'appuyer sur cette expérience et sur notre réseau, ils ont montré peu d'intérêt à apprendre par notre biais ou à nous impliquer dans leurs projets. Voici quelques exemples :

Tout au long de la crise, l'UAN avait collecté des données sur les PDI : leur lieu d'origine, leur âge, leur sexe, leur niveau d'instruction et ainsi de suite. Lorsque nous avons proposé à une grande organisation internationale de lui remettre ces données, son représentant nous a dit : « pourquoi voudrions-nous vos données ? ». Il a ensuite rencontré le gouverneur de l'état et négocié de verser une large somme d'argent afin de conduire ses propres enquêtes.

De nombreuses victimes sont traumatisées par ce qu'elles ont vu et vécu. Notre psychologue de l'UAN, un conseiller qualifié en traumatismes, avait commencé à former d'autres employés de l'Université afin qu'ils puissent

fournir des conseils de base aux personnes qui avaient subi les violences. Mais lorsqu'un autre organisme international d'aide est arrivé, il n'a pas offert de soutenir ces efforts pour traiter le stress post-traumatique. Il a simplement tenté de débaucher la psychologue de notre université.

Notre université a intensifié ses efforts, en collaboration avec nos étudiants et notre personnel de science informatique, pour trouver des moyens de connecter les personnes qui avaient perdu leur famille. Nous avons également utilisé notre programme télévisé « The Peacemakers » (« Les Artisans de la paix ») et notre site Web pour diffuser des photos de personnes recherchant des membres de leurs familles. Lorsque nous avons demandé de l'aide à un organisme international, celui-ci nous a répondu : « nous aidons uniquement les personnes vivant dans des camps ». Telle était sa réponse, alors même que l'immense majorité des PDI ne vivait pas dans des camps mais dormait à même le sol un peu partout au sein de notre communauté.

Les membres de l'IPA-UAN se sont réunis avec les représentants d'une autre agence pour parler de distribution alimentaire. À ce moment-là, nos réserves alimentaires destinées aux réfugiés étaient particulièrement maigres. Nous n'avons pas demandé à cette agence de partager ses denrées alimentaires, nous lui avons seulement demandé à qui celles-ci étaient destinées afin de ne pas dupliquer ses efforts. La réponse nous a blessé : « nous ne pouvons pas partager la liste des personnes que nous nourrissons – juste au cas où Al Qaïda travaille avec vous ! ». L'un des membres du comité a ensuite souligné : « ils ne savent même pas que c'est Boko Haram et non pas Al Qaïda qui nous terrorise ! ».

Ce type d'attitude s'est traduit par des efforts mal orientés, et certainement par plus de souffrance. Il reste encore beaucoup d'efforts à déployer pour faire en sorte que le système international écoute les personnes sur le terrain, qui sont probablement celles qui en savent le plus et qui sont les plus réactives.

Briser le cycle

Bien que nous ayons expliqué aux personnes déplacées qu'il était préférable qu'elles ne retournent pas chez elles pour l'instant, elles souhaitent tout de même prendre ce risque. Comme les déplacés étaient des agriculteurs, ils souhaitent planter leurs cultures et essayer de retrouver leur autonomie. La majorité d'entre eux ont commencé à reprendre le chemin du nord

mi-2015, si bien qu'en septembre ils n'étaient plus que 100 000 à Yola, la plupart vivant au sein de notre communauté et nourris par nos efforts

Toutefois, de nouveaux problèmes sont apparus. Les tensions étaient élevées dans de nombreuses communautés dans lesquelles les personnes déplacées retournaient car certains de leurs membres avaient eux-mêmes commis des meurtres. Les communautés étaient divisées. Il a alors été demandé à l'IPA-UAN d'endosser un nouveau rôle : diriger les efforts de réconciliation. À l'aide d'une petite subvention octroyée par le gouvernement canadien, nous avons commencé cette tâche de réconciliation auprès des femmes, des enfants, des chefs religieux, des groupes d'autodéfense et des aînés.

Nos efforts d'autoprotection avaient porté leurs fruits. Nous étions parvenus à nourrir près de 300 000 PDI. Les violences de Boko Haram étaient restées confinées aux limites de notre ville, ce groupe n'ayant pas réussi à saisir Yola, ni à y recruter. Un grand nombre de chefs attribuent ce succès à nos programmes de paix, de développement et de sécurité. La communauté savait que l'Université était totalement engagée en faveur de la paix et du progrès, de même que les dirigeants religieux et politiques de la communauté.

La violence de Boko Haram recule, mais pas les problèmes. Dans son sillage, devant les portes de l'Université, elle a laissé des centaines de milliers d'enfants que le conflit a rendus orphelins. Les familles locales les hébergent tandis que l'Université a mis en place des programmes « Lire et Nourrir » destinés à ces garçons et ces filles afin de leur enseigner les bases de la lecture, de l'écriture et du calcul et de leur donner un repas gratuit préparé par des prestataires locaux. Ce programme gagne en ampleur mais ne parvient pas à répondre à la demande croissante. Il est indispensable que ces efforts de petite envergure soient reproduits ailleurs et élargis, sinon un nouveau cycle recommencera avec des jeunes qui ne sont pas instruits, qui vivent dans l'indigence, qui n'ont ni famille ni soutien, et qui n'ont « rien d'autre » dans leur vie. Et nous savons tous où cela mène.

Margee Ensign margee.ensign@aun.edu.ng
 Présidente, American University of Nigeria
www.aun.edu.ng

1. Depuis le début, en 2009, de l'insurrection actuelle, Boko Haram a assassiné 20 000 personnes et déplacé 2,3 millions d'habitants de chez eux. En 2015, il occupait la première place du classement des groupes terroristes les plus meurtriers compilé par le Global Terrorism Index.